



LE MAILLON DE CHAÎNE

N° 40 - février - 2016

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DE L'USINE FORD / BLANQUEFORT

Non à la destruction des droits des travailleurs POUR FAIRE ÉCHEC À CE GOUVERNEMENT IL FAUT UNE MOBILISATION GÉNÉRALE

Le patronat et la droite en rêvaient, le gouvernement Valls-Hollande propose de passer à l'acte. Après la déchéance de la nationalité, empruntée au programme du Front national et la constitutionnalisation de l'état d'urgence, voilà le nouveau chantier du gouvernement.

Avec l'avant projet de loi El Khomri, la ministre du travail, il s'agit d'entamer la réécriture complète du Code du travail, en faisant table rase de plus d'un siècle de droits des salariés, conquis souvent de haute lutte.

Valls et son retour au XIX^{ème} siècle, c'est non !

Avec ce projet directement inspiré du programme du MEDEF et de la droite, tout y passe. C'est le dynamitage des 35 heures, avec

+ la possibilité pour les entreprises de faire travailler jusqu'à 12 heures par jour,

+ 48 heures par semaine ou jusqu'à 46 heures sur 16 semaines consécutives,

+ la baisse de la rémunération des heures supplémentaires en abaissant à 10% la majoration légale, tout en diminuant leur nombre par la possibilité de calculer le temps de travail sur 3 ans,

+ le recours aux « accords de compétitivité » autorisant l'augmentation du temps de travail sans augmenter le salaire, même en l'absence de « difficultés économiques »,

+ avec à la clef le licenciement « pour cause réelle et sérieuse » des salariés qui s'y opposeront ;

+ l'élargissement des critères autorisant les licenciements économiques et la possibilité ouverte aux multinationales de procéder à des licenciements en France, même si leurs filiales étrangères sont prospères ;

+ le plafonnement des indemnités prud'homales pour licenciement illégal à l'équivalent de 15 mois de salaire ;

+ le feu vert aux référendums d'entreprise pour valider les « accords d'entreprise, afin de contourner les syndicats qui les combattront.



Pas d'autre choix qu'organiser la résistance

Face à cette attaque d'une violence inouïe, il est urgent que l'ensemble du monde du travail, notamment les syndicats, annoncent un plan de mobilisation qui soit à la hauteur : jusqu'au retrait total de ce projet.

Assez de molles protestations et pas de journées d'action sans lendemain. Valls l'a répété : « *J'irai jusqu'au bout* ». Ce qui est donc à l'ordre du jour, c'est la préparation d'une véritable épreuve de force contre ce gouvernement, dans la rue, par la grève, avec la perspective d'un blocage de l'économie.

Il y a juste dix ans, les étudiants et les lycéens faisaient ravalier à De Villepin son « Contrat Première Embauche », alors que la loi avait déjà été votée au Parlement. La preuve que lorsque le mouvement est déterminé et que les grèves deviennent visibles, car en même temps et partout dans le pays, les gouvernements aussi têtus et forts soient-ils sont obligés de reculer !

Rassembler les luttes de tous ceux et celles qui résistent

L'état d'urgence pour empêcher des militants de manifester, des juges qui condamnent des salariés qui défendent leur emploi à de la prison ferme comme ceux de Goodyear, des agriculteurs menacés d'expulsion car ils empêchent les multinationales du BTP de faire des profits comme à Notre-Dame-Des-Landes, des militants qui aident les migrants traduits en justice... et maintenant, le retour aux conditions de travail des siècles passés.

La boucle est bouclée... à moins que justement, ce soit enfin l'occasion de dire « STOP », tous ensemble. Parce que nous sommes nombreux à penser que le moment est venu de descendre dans la rue, tous ensemble et de démarrer enfin ce qu'il faut pour arrêter ce carnage social : un grand mouvement social, comme en 1936 ou 1968.

NOTRE DAME DES LANDES : NI AÉROPORT, NI EXPULSION.

Le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes près de Nantes est vieux de près de cinquante ans. Mais la situation s'est accélérée au cours des dernières semaines.

Le 25 janvier, un jugement a confirmé les expulsions des habitantEs et paysanEs historiques. Avant et après ce jugement, les actions contre le projet d'aéroport et en soutien aux occupantEs restent nombreuses et massives : mobilisation de 20 000 personnes et de près de 500 tracteurs sur le périphérique nantais le 9 janvier, actions de blocages, occupations et mobilisations paysannes, rassemblement devant le tribunal de Nantes, et une quarantaine de manifestations en France et au-delà...

Hollande annonce un référendum local d'ici le mois d'octobre. Et Valls précise : « pas pour abandonner le projet mais pour le légitimer et pouvoir évacuer la ZAD »... Alors que les recours juridiques nationaux et européens ne sont pas épuisés et que

de nouvelles études sont menées à propos de l'intérêt de l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique ; alors que la décision de bétonner la ZAD est en contradiction avec les objectifs d'action contre le dérèglement climatique ; alors que la déclaration d'utilité publique est émise par l'État et ne peut donc être remise en cause par un vote local, ce référendum serait un piège pseudo-démocratique. Personne ne sait si le référendum aura lieu, quels seront son périmètre, la question posée...

Mais cette annonce prouve qu'il est possible d'abandonner le projet, puisque Hollande dit que « Si c'est non, le gouvernement en tirera les conséquences. »

Celles et ceux qui s'opposent au projet défendent les terres agricoles, leurs emplois, la biodiversité. Ils et elles luttent contre l'aéroport et son monde, celui des groupes capitalistes comme Vinci et des éluEs et gouvernants qui les servent. C'est le combat de toute une population,

unissant salariéEs, paysanEs et habitantEs, mêlant les générations, les façons de lutter et démontrant dans et autour de la ZAD (Zone à défendre) que la solidarité, la démocratie, des rapports humains sans exploitation ni oppression sont possibles.

Dans de nombreuses villes, des actions de soutien ont été organisées (rassemblements, banquets, blocages ciblant Vinci, ses autoroutes, ses parkings...). Une grosse manifestation (50 000 personnes) a eu lieu ce samedi 27 février qui a impliqué très largement toutes celles et ceux qui ont de la sympathie pour ce combat, de faire le lien entre des secteurs différents.

L'abandon du projet serait la première victoire contre un gouvernement dévoué aux bétonneurs et autres capitalistes. Cette victoire donnerait force et espoir à toutes les autres luttes contre ce gouvernement qui défend un monde dont nous ne voulons pas, et pour des projets utiles aux populations et décidés par elles.

PESTICIDES :

UN DES POISONS DU CAPITALISME !

Dimanche 14 février, malgré la pluie, 600 manifestants dans les rues de Bordeaux pour dénoncer les dégâts des pesticides suite à l'émission Cash investigation pointant du doigt la région vinicole girondine comme une des plus touchée par les effets néfastes de ces produits.

Cela fait des années que, malgré l'Omerta du CIVB ou de la FNSEA entre autres, des travailleurs du secteur, des riverains des zones touchées, cherchent à se faire entendre sur le sujet. Comme ces deux « lanceuses d'alerte » organisatrices de la manifestation qui veulent faire reconnaître comme maladie professionnelle les cancers dont sont décédés leur père et leur frère viticulteurs.

Suite à tout ça, dix députés girondins demandent une « mission d'information parlementaire sur les effets des pesticides ». G.Savary, le meneur, expliquant « Il faut dépassionner le débat... »

Cette affaire est préjudiciable à la Gironde... d'abord pour le déficit commercial que cela peut provoquer à la filière ». Michèle Delaunay, en rajoute, elle qui avait assurée en 2014 « les produits de la culture de la vigne ne sont plus cancérigènes » en s'inquiétant pour la renommée des vins « qu'il ne faut pas laisser atteindre par un sujet public qui fait le buzz ».

Les associations ou syndicats comme la Conf paysanne, Générations futures, les Amis de la terre... ont répondu aux parlementaires en mal de mission qu'il y en a déjà eu une en 2012 ainsi qu'une expertise complète de l'Inserm en 2013 qui faisait clairement le lien entre les pesticides et toutes sortes de cancers, malformations, tumeurs cérébrales etc....les invitant à se saisir du travail déjà fait pour gagner du temps et vraiment agir.

S'ils le veulent vraiment !

Comme on le voit actuellement dans tout le monde agricole, il y a une crise profonde qui demande un véritable changement de modèle d'agriculture malade du productivisme capitaliste comme l'ensemble de la société. Un lien est à créer entre le monde paysan et le monde ouvrier !

LA FAMILLE LE PEN

FRAUDE LE FISC

Depuis le 7 janvier, Marine Le Pen fait l'objet d'une enquête préliminaire ouverte par le parquet financier.

Ça concerne un parc immobilier qu'elle partage avec son père et qui se révèle être moins modeste qu'elle ne le dit.

Tout d'abord, c'est le manoir de Montretout, ancienne propriété de la famille Lambert, qui ne vaut que 1,8 million dont 225 000 € pour Marine Le Pen.

En réalité, il vaut plus de 3,5 millions. Idem à Rueil-Malmaison, une maison de 200 m² rachetée en 2013 par les LePen qui n'apparaît dans leur déclaration d'impôt que pour la somme de 350 000 €.

Après enquête du fisc, la maisonnette est estimée à 3,3 millions, soit presque 10 fois plus... Et sans parler d'une autre maison de 180 m² dans les Pyrénées Orientales achetée avec le compagnon de M.LePen, Louis Aliot, déclarée seulement à 270 000 €...

On comprend mieux pourquoi dans son programme elle défend la suppression de l'impôt sur la fortune. Celle qui essaie depuis des années de se faire passer pour la candidate des ouvriers, des jeunes, des laisser pour compte n'est tout simplement qu'une riche qui défend ses biens en fraudant...

Classique dans cette société capitaliste..

Ne pas jeter sur la voie publique... laisser traîner dans l'atelier..